

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

**portant prolongation de l'autorisation pour l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de
sables et de graviers sise lieux-dits « L'Espasot, Banieux, Langlais, La
Bastide, Pisse Lèbre, Petit Pardiacs, Messaut et Les Marais », sur les communes de
BLAIGNAC, FONTET et LOUPIAC-DE-LA-REOLE par la société Lafarge Granulats, activité
soumise a autorisation en application de la réglementation relative aux installations
classées pour la protection de l'environnement**

La préfète de la Gironde
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite
Chevalier des Arts et Lettres

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, L. 123-19-2, R. 181-45, R. 181-46 et R. 181-49 ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié, relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 24 juillet 2013 autorisant le renouvellement de l'exploitation de la carrière exploitée par la société LAFARGE GRANULAT SUD située sur le territoire des communes de BLAIGNAC, FONTET et LOUPIAC DE LA REOLE aux lieux-dits « L'Espasot », « Banieux » et « Langlais » et l'extension de l'exploitation de la carrière sur la commune de LOUPIAC DE LA REOLE au lieu-dit « Banieux » et sur la commune de BLAIGNAC aux lieux-dits « La Bastide », « Pisse Lèbre », « Petit Pardiacs », « Messaut » et les « Marais » ;

VU l'arrêté portant changement d'exploitant au profit de la société LAFARGE GRANULATS FRANCE du 15 décembre 2015 ;

VU le changement de dénomination sociale du 1er janvier 2018 en LAFARGE HOLCIM GRANULATS ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 1er mars 2018 modifiant l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2013 susvisé sur les conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière exploitée par la

société LAFARGE HOLCIM GRANULATS sur le territoire des communes de BLAIGNAC, FONTET et LOUPIAC DE LA REOLE ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 mars 2020 modifiant l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2013 susvisé sur les conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière exploitée par la société LAFARGE HOLCIM GRANULATS sur le territoire des communes de BLAIGNAC, FONTET et LOUPIAC DE LA REOLE ;

VU la demande d'évacuation exceptionnelle des eaux de crue présentée le 16 février 2021, renouvelée le 24 février 2026, accompagnée d'une note hydraulique rédigée par ARTELIA (ref. 4353108) ;

VU l'avis du Syndicat Mixte d'Aménagement Hydraulique du Bassin du Beuve et de la Bassanne (SMAHBB) en date du 5 juillet 2021 ;

VU la demande de prolongation présentée en date du 2 février 2026, complétée le 20 mars 2026, par la société LAFARGE GRANULATS (LG), accompagnée des avis des communes et propriétaire ;

VU l'avis préfectoral de participation du public mis en ligne le 05 avril 2026 sur le site Internet de la préfecture de Gironde, portant ouverture d'une participation du public par voie électronique du 20 avril au 4 mai 2026 concernant la demande de prolongation d'une exploitation de carrière sise lieux-dits « l'Espasot, Banieux, Langlais, La Bastide, Pisse Lèbre, Petit Pardiacs, Messaut et Les Marais », sur les communes BLAIGNAC, FONTET et LOUPIAC-DE-LA-REOLE par la société LAFARGE GRANULATS (LG) ;

VU le rapport du 26 mars 2026 de l'inspection des installations classées ;

VU le projet d'arrêté porté le 12 mai 2026 à la connaissance du pétitionnaire ;

VU le courriel du 18 mai 2026 indiquant l'absence d'observation ou les observations sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que la totalité de l'extraction ne pourra pas être réalisée avant l'échéance de l'autorisation en vigueur ;

CONSIDÉRANT que la prolongation de la durée d'exploitation de la carrière, pour quatre ans seulement, ne conduit pas à dépasser la limite de 30 ans qui nécessiterait une nouvelle autorisation avec procédure complète ;

CONSIDÉRANT que l'environnement de la carrière n'a pas connu d'évolution significative depuis l'étude d'impact initiale ;

CONSIDÉRANT que la prolongation s'effectue sans modification du périmètre, ni des conditions d'exploitation et qu'elle ne constitue pas une modification substantielle, dans la mesure où les impacts du fonctionnement du site pendant cette prolongation ne seront pas modifiés ;

CONSIDÉRANT que la carrière constitue un point bas du bassin versant donc qu'en situation de post-crue les bassins d'extraction ne sont plus accessibles sans une évacuation forcée des eaux ;

CONSIDÉRANT que le ruisseau *la Gaule* qui longe la carrière vers La Garonne a la capacité d'accueillir cette vidange exceptionnelle dès lors que le niveau d'eau au niveau du profil limitant le permet ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires et d'adapter l'autorisation environnementale ;

ARRÊTE

Article 1 - Bénéficiaire

Les prescriptions applicables à la société LAFARGE GRANULATS (LG), ci-après dénommée « l'exploitant », enregistrée au répertoire national des entreprises et des établissements sous le numéro SIREN 562 110 882 et dont le siège social est situé au 14-16 boulevard Garibaldi 92130 Issy-lès-Moulineaux, pour la carrière à ciel ouvert de sables et de graviers qu'elle est autorisée à exploiter aux lieux-dits « l'Espasot, Banieux, Langlais, La Bastide, Pisse Lèbre, Petit Pardiacs, Messaut et Les Marais », sur les communes BLAIGNAC, FONTET et LOUPIAC-DE-LA-REOLE, sont complétées par les dispositions du présent arrêté.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2013, et des arrêtés complémentaires susvisés, restent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Article 2 - Prolongation de l'autorisation

L'autorisation attribuée pour l'exploitation de la carrière sise aux lieux-dits « l'Espasot, Banieux, Langlais, La Bastide, Pisse Lèbre, Petit Pardiacs, Messaut et Les Marais », sur les communes BLAIGNAC, FONTET et LOUPIAC-DE-LA-REOLE est prolongée jusqu'au 24 juillet 2030.

Article 3 - Mise à jour du plan de phasage et des garanties financières

L'arrêté préfectoral complémentaire du 10 mars 2020 est modifié comme suit :

- le plan de phasage figurant en annexe 2 et référencé à l'article 2 est remplacé par le plan de phasage annexé au présent arrêté ;
- le tableau fixant le montant des garanties financières à l'article 4 est remplacé par le tableau suivant :

Périodes	2026-2030
Surface maximale à remettre en état durant la période considérée	S1 = 1,9 ha S2 = 5,5 ha L = 800 m
Montant des garanties financières	354 073,00 €

Article 4 - Évacuation exceptionnelle des eaux de crue vers le milieu

En situation de crue extrême conduisant à l'inaccessibilité des bassins d'extraction pour cause d'inondation, les eaux de crue contenues dans les bassins d'extraction peuvent être évacuées par pompage vers le ruisseau *la Gaule* selon un débit maximum de 0.08 m³/s (288 m³/h).

Avant tout pompage, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et les Mairies de BLAIGNAC et LOUPIAC-DE-LA-REOLE. Il justifie la capacité du ruisseau à recevoir la vidange, notamment en vérifiant la hauteur d'eau au point PT4 tel qu'annexé, ainsi que l'absence de tout obstacle sur l'ensemble du tracé menant à *La Garonne*.

Une fois la campagne de pompage lancée, la vérification de la capacité du ruisseau est quotidienne.

L'évacuation des eaux de crue ne conduit pas à un rabattement de la nappe. Elle est limitée dans le temps et ne peut dépasser une durée d'un mois.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs de débit et de capacité quotidienne du ruisseau.

Article 5 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Bordeaux, soit par voie postale, soit par Télérecours (www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

- l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R181-44 ;
- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision.

Article 6 - Affichage et publicité

En vue de l'information des tiers, conformément aux dispositions de l'article R181-44 du code de l'environnement :

1° une copie du présent arrêté est déposée dans les mairies de BLAIGNAC, FONTET et LOUPIAC-DE-LA-REOLE et peut y être consultée ;

2° un extrait de cet arrêté est affiché dans les mairies de BLAIGNAC, FONTET et LOUPIAC-DE-LA-REOLE pendant une durée minimum d'un mois ; les maires des communes de BLAIGNAC, FONTET et LOUPIAC-DE-LA-REOLE fait connaître, par procès verbal adressé à la préfecture de la Gironde, l'accomplissement de cette formalité ;

3° l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Vienne pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 7 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et les maires des communes de BLAIGNAC, FONTET et LOUPIAC-DE-LA-REOLE sont chargées, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la société Lafarge Granulats et dont une copie leur sera adressée.

Pour la Préfecture, en délégation,
le Secrétaire général



Francois DRAPE

28 MAI 2026

La Préfète

ANNEXE 1 – PLAN DE PHASAGE



